

Les Bédouins palestiniens défient les bulldozers d'Israël

Description

Par Budour Youssef Hassan, The Electronic Intifada, 28 octobre 2016

activestills_downloads_img_2

Une maison de Bir Hadaj frappée par un ordre de démolition en avril 2014.

(Karen Manor / ActiveStills)

La zone qui s'étend autour de Bir Hadaj fournit une illustration frappante de la façon dont Israël conduit un système d'apartheid.

Située dans le Naqab (Negev en hébreu), région de l'Israël d'aujourd'hui, Bir Hadaj abrite une communauté agricole d'environ 7.000 Bédouins palestiniens. Ils sont entassés sur 6.500 dunums (un *dunum* est équivalent de 1.000 mètres carrés).

Contraste évident : environ 1.000 Juifs vivent dans le kibboutz voisin de Revivim. Celui-ci s'étend sur 30.000 dunums, dont un sixième est réservé pour les oliviers.

Contrairement aux résidents de Revivim, les Bédouins de Bir Hadaj ont été sans cesse attaqués par les autorités israéliennes.

Le 9 octobre, Israël a envoyé ses bulldozers redoutés dans le village, accompagnés d'un grand contingent des forces de police militarisées de l'État.

Sept maisons dans lesquelles vivaient les membres de la famille Abu Mreihil ont été démolies, ainsi que trois maisons en cours de construction. Au moins 36 personnes, dont un bébé d'une semaine, ont été privées d'abri.

Salameh Abu Mreihil, la mère du bébé, a dit qu'elle n'oublierait jamais comment elle s'est retrouvée à la rue si vite après son accouchement. « C'est le sort de notre peuple ici », a-t-elle dit. « Ils doivent souffrir dès leur naissance. »

Sa famille vit maintenant sous une tente. « Nous ne savons pas où aller maintenant », a-t-elle dit. « Certains disent que nous allons reconstruire la maison, mais alors, ils [les autorités] la détruiront à nouveau. »

Ces peurs se sont avérées exactes.

Au cours de la semaine dernière, les résidents de Bir Hadaj se sont mobilisés pour aider la famille Abu Mreihil à reconstruire. Ils ont érigé des bâtiments sur les ruines de leurs maisons démolies.

Cependant, le 26 octobre, la police israélienne a fait un nouveau raid sur le village. Ils ont distribué des ordres de démolition contre les maisons nouvellement reconstruites. Ayesh Abu Atta, membre du Comité local de Bir Hadaj, a dit à Electronic Intifada que de violents affrontements avaient éclaté entre la police et la jeunesse locale qui s'était rassemblée pour protester contre les ordres de démolition.

activestills_downloads_img_1

La police israélienne est postée sur une colline près de Bir Hadaj après que les responsables de l'Administration Civile et les policiers soient entrés dans le village en avril 2014 pour remettre les ordres de démolition contre plusieurs maisons. (Keren Manor / ActiveStills)

Des centaines de maisons du village ont été construites sans permis et sont confrontées aux menaces de démolition. Les autorités israéliennes ont mis en avant une excuse bien trop habituelle pour expliquer les raids récents et la vraisemblable survenue d'autres. Selon l'excuse fournie, les maisons ont été détruites parce qu'elles ont été construites sans permis israélien.

Les Bédoouins, et les Palestiniens plus généralement, subissent fréquemment de la discrimination lorsqu'ils essaient d'obtenir les autorisations nécessaires.

« Nous voulons simplement vivre comme des êtres humains normaux et avoir un toit permanent au-dessus de nos têtes », a dit Dakhlallah Abu Mreihil, résident de 60 ans de Bir Hadaj. Il s'exprimait après que lui et d'autres résidents locaux aient manifesté contre le premier raid en bloquant la toute proche autoroute 40, construite sur les ruines d'un village palestinien appelé Asluj.

« Nous nous réveillons tous les matins et nous couchons tous les soirs avec la peur des démolitions. Nous sommes venus ici pour exiger une vie meilleure et plus digne », a-t-il dit.

Selon la population locale, environ 80 % des résidents de Bir Hadaj vivent de l'agriculture, principalement de l'élevage. La portion de terre qui leur est disponible pour le pâturage n'est qu'une fraction de ce dont ils disposaient autrefois.

Avant la création d'Israël en 1948, toute la zone de Bir Hadaj y compris ses terres agricoles appartenait à environ 50.000 dunums.

La plupart du temps depuis, Israël a refusé d'attribuer quelque statut officiel que ce soit au village.

Les droits, pas la charité

Après un très long combat, les résidents ont poussé Israël à reconnaître officiellement Bir Hadaj en 2004 et à établir un plan directeur pour le développement du village l'année suivante.

Douze ans plus tard, le plan n'a toujours pas été mis en œuvre et, selon les termes de la reconnaissance, Bir Hadaj a été réduite à une toute petite zone. Les résidents locaux ont eu l'interdiction de construire des maisons hors de la « ligne bleue », nom sous lequel est connue la

frontière de cette zone.

 « Bir Hadaj a une population de 7.000 personnes   », a dit Muhammad Zannoun, représentant du Comité local de Bir Hadaj.  « Une grande partie d entre elles sont de jeunes couples. Et vous ne pouvez pas les entasser dans 6.500 dunums.  »

La communauté réclame que la zone allouée soit étendue au minimum   19.000 dunums. Les résidents de Bir Hadaj ne demandent pas cette extension comme un acte de charité. Ils insistent plutôt pour que la part conséquente de terres qui leur a été prise en 1948 leur soit rendue.

La géographie n est pas un obstacle   cette extension.

La zone environnante est administrée par le Conseil Régional du Ramat Negev. Il se revendique comme le plus grand conseil régional d Isra l.

La zone sous sa juridiction recouvre, selon les données officielles, 22 % de la terre d Isra l. Sa population est assez clairsemée.

De larges étendues de terres en Israël ont été réservées   l usage exclusif des Juifs. Quelque 93 % du territoire sont sous le contrôle de l  tat.

Israël empêche délibérément les Bédouins de pratiquer leurs formes traditionnelles d agriculture et cherche   leur imposer une urbanisation forcée, d apr s Thabet Abu Rass, professeur de géographie politique   l universit  Ben Gourion du N gev.

 « L intention de concentrer autant de Palestiniens que possible sur un territoire aussi étroit que possible n est pas l apanage de Bir Hadaj ou du Naqab   », a-t-il dit.  « C est un pilier du projet sioniste en Palestine. Au Naqab et   Bir Hadaj, ces tentatives sont revêtues du manteau du développement. Mais les résidents savent qu il s agit de démographie.  »

En plus de la restriction de l espace alloué   ses résidents, Israël a dénié   Bir Hadaj l acc s aux services essentiels. Bir Hadaj n est pas relié aux réseaux d eau potable et d eaux usées et les autorités israéliennes refusent de ramasser les ordures de la ville.

Parce qu ils sont coupés de l alimentation électrique, les résidents ont essayé de générer leur propre énergie en utilisant des panneaux solaires. Au cours de ses raids sur la ville, Israël a détruit certains de ces panneaux solaires.

Une histoire de déplacement

 « Les gouvernements israéliens ont toujours vu les Bédouins du Naqab comme une menace pour la sécurité   », a fait remarquer Rass.  « C est ainsi qu Isra l a cherché   I gitimer la fa son dont il a continuellement ignoré leurs besoins et leurs exigences.  »

De nombreux Bédouins du Naqab ont été déplacés pendant la Nakba, nettoyage ethnique de la Palestine en 1948 par les forces sionistes. La dépossession s est poursuivie pendant des années, alors que les résidents essayaient régulièrement de revenir. En 1978, Israël a déclaré Bir Hadaj zone militaire fermée, provoquant un nouveau déplacement.

La plupart ont trouvé refuge à Wadj al-Naam, ville du Naqab qui n'a toujours pas été reconnue par Israël. Là, ils ont vu la proximité d'une décharge de résidus chimiques. Les résidents ont accusé la pollution venue de la décharge d'être la cause du fort taux de fausses couches chez les femmes qui vivaient là.

activestills_downloads_img_3

L'écoulement des égouts à travers Bir Hadaj en février 2014. En dépit de sa reconnaissance par le gouvernement israélien, le village manque des infrastructures fondamentales pour l'eau, l'électricité et l'assainissement. (Yotam Ronen / ActiveStills)

Malgré l'exode, la population de Bir Hadaj était déterminée à retourner dans son village d'origine. En tant que membres de cette initiative collective, beaucoup sont revenus en 1994.

« Les résidents de Bir Hadaj ont pris leurs affaires en main et ont décidé de mettre en pratique leur droit au retour, offrant un exemple vraiment rare », a dit Marwan Abu Frieih, militant politique du Naqab. « Ainsi, ils sont revenus au village en 1994, accompagnés de leurs troupeaux. Ils ont laissé des décennies de déplacement derrière eux, tout en sachant que des difficultés les attendaient. »

Les problèmes auxquels fait face Bir Hadaj ont empiré depuis 2007. Cette année-là, nombre de colons de droite, affiliés au parti Habayit Hayehudi (Maison Juive) se sont installés dans une zone très proche appelée Retamim, à ne pas confondre avec Revivim mentionnée plus haut.

« Ce n'est pas une zone attractive et ce ne fut pas facile pour le gouvernement d'amener des Juifs à y vivre », a dit Abu Rass. « Il s'agit de colons idéologiquement motivés et le gouvernement israélien a souligné le fait qu'il les amenait pour coloniser le cœur du désert. »

Motifs racistes

Les résidents locaux soupçonnent les démolitions récentes d'avoir un lien avec les prochaines élections au Conseil régional Wahat al-Sahraa. Ce conseil gère les affaires de Bir Hadaj et des autres communautés bédouines du Naqab.

Actuellement, le chef de l'autorité locale de la zone est un Juif israélien qui a été nommé, plutôt qu'élus. Mais il existe une possibilité pour qu'un citoyen palestinien puisse assumer ce poste après l'élection.

Selon Zannoun, les autorités israéliennes peuvent essayer d'affirmer leur pouvoir sur les Bédouins. Soutenant que la politique de démolitions a « des motifs cachés clairement racistes », il a ajouté : « Le but est de faire partir les résidents de Bir Hadaj pour faire de la place pour l'expansion de Retamim. »

Derrière les récentes démolitions, on trouve un retournement ironique : Israël a, en fait, obligé les victimes à déménager à Bir Hadaj.

En 2003, les autorités israéliennes ont démolé au bulldozer les précieuses maisons de la famille Abu Mreihil à Magrah toute proche.

Après la démolition, les autorités se sont engagées verbalement auprès de la famille, les autorisant à vivre en permanence à Bir Hadaj.

Les Bédouins de Bir Hadj sont habitués à manifester. En octobre 2012, ils ont joint leurs forces à celles d'autres communautés de la région environnante pour organiser une grève générale après une attaque israélienne sur la zone locale.

« Il est important pour la totalité du Naqab de soutenir la lutte à Bir Hadaj et de s'assurer qu'elle s'étend aux autres villages », a dit Abu Rass. « Israël sait que, si la résistance est brisée à Bir Hadaj, ce sera un coup pour tous les Bédouins du Naqab. »

Lorsque les gens de Bir Hadaj sont revenus dans leur village en 1994, l'armée israélienne a répliqué en brûlant leurs tentes. Malgré cette violence dévastatrice, la communauté est restée déterminée à demeurer sur sa terre et à se battre pour ses droits.

La communauté reste tout aussi déterminée aujourd'hui.

Budour Youssef Hassan est un écrivain et juriste palestinien vivant à Jérusalem occupée.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2016/11/02